

## Document

### Indymedia, la droite fascisante et Samaras

(okeanews.fr)

**27.04.2013**

Le site internet Athens Indymedia a été récemment fermé puis ré-ouvert, après un passage via la plateforme Tor. Régulièrement mise en cause et attaquée, depuis des années, notamment par l'extrême droite, la plateforme indépendante a fait l'objet d'une attention particulière ces dernières semaines. Le porte parole du groupe parlementaire du parti d'Antonis Samaras, sur twitter, avait d'ailleurs félicité le ministre de l'ordre public, N. Dendias, pour la fermeture du site. Et l'histoire montre que les tentatives de museler et décrédibiliser (voir infiltrer) Indymedia sont légion. Retour sur "Indymedia, la droite fascisante et Samaras", par Aris Chatzistefanou, auteur du site InfoWar et co-réalisateur de Debtocracy et Catastroïka.

Il semblerait que le gouvernement Kouvelis – Venizelos – Samaras ait décidé de donner une suite favorable à une revendication de longue date de la droite fascisante et néonazie, avec cette nouvelle tentative de museler Indymedia. Au moment où de grandes stations émettant sur des fréquences publiques sont transformées en porte-paroles d'Aube Dorée, le gouvernement s'attaque à toute voix s'opposant à la fascisation des médias grecs attachés au mémorandum.

Cela vaut la peine de rappeler un ancien article de l'équipe d'Ios qui révèle qui étaient les premiers à avoir demandé la fermeture de cette source d'information indépendante :

*«Une première campagne contre Athens Indymedia a été lancée par les médias électroniques à l'automne 2002, dans le cadre de la campagne « antiterroriste » coordonnée qui accompagna le démantèlement de l'organisation « 17N ». Le site, qui se démarquait de la « lubricité terroriste » hystérique qui prévalait alors, a conduit à des vociférations demandant sa fermeture, notamment après la manifestation massive du 1er octobre. »*

À cette même période, l'on nota également la tentative d'« infiltration » menée par la police, dans Indymedia : prétendant être un admirateur qui « souhaitait proposer quelques idées », le chef du service de lutte contre le crime électronique de la police hellénique, Manos Sfakianakis, a tenté d'entrer en contact avec les membres de l'équipe de rédaction. Malheureusement, l'agent (pas tellement expérimenté, à l'époque) oublié de « supprimer » les traces de sa véritable identité des courriels sous pseudonyme qu'il envoyait. Ainsi, l'on se rendit compte de ce qui se passait et, évidemment, il fut au cœur des commentaires peu flatteurs sur internet.

La campagne actuelle a commencé dès l'assassinat du jeune Grigoropoulos. Le 8 décembre, alors que toute la Grèce était sous le coup des manifestations particulièrement dynamiques contre la violence policière et le gouvernement Karamanlis, le site d'extrême droite de l'« Association patriotique Thermopyles » révéla que le serveur d'Indymedia était accueilli dans le système de l'EMP (Université technique d'Athènes). Le lendemain, parut le site « spécialisé » « Stop-Indymedia » qui fut suivi du groupe du même nom, sur Facebook. Le 10 décembre, l'association « Thermopyles » publia les noms, numéros de téléphone et courriels de professeurs et employés de l'EMP, invitant le public à « protester » et à exiger la fermeture du « site des anarchistes ». Ensuite, la relève fut prise par les députés du LAOS.

Le rapport entre l'entreprise de censure et la répression policière du soulèvement des jeunes est évident. « *Les administrateurs et les usagers [sic] d'Indymedia ont violé les dispositions de la Constitution hellénique relatives à l'incitation à la violence et aux incidents contre leurs concitoyens* » prétend la déclaration de création de Stop-Indymedia, tandis que le texte en langue étrangère du même site (en anglais, français, espagnol, italien et...serbe) proclame que les « *troubles marqués en Grèce, en décembre dernier, ont révélé le véritable visage de l'extrême Gauche, un visage fait de violence, de terrorisme et de vandalisme* ».

Pour arguments auxiliaires, l'on mobilise le « caractère antinational » de l'ennemi (qui « *souhaite l'abolition totale de l'armée, parce que quelques-uns de leur compagnons évitent le service militaire et sont des lâches* » et « *prétend qu'il existerait des soi-disant 'minorités ethniques' en Grèce* »), ainsi que l'artillerie lourde : Indymedia, apprenons-nous, « *est accusé par les USA, l'Italie et la Grande-Bretagne de soutenir des actes terroristes et l'antisémitisme* »!

Une logique de col blanc, visible à l'œil nu, parcourt enfin ces arguments. Il n'y pas que Panagiotis Doumas qui cite, comme preuve incontestable, l'information selon laquelle « *pour la direction de la police, Indymedia est le KEPIK (Centre des communications) de l'anarchie et du terrorisme, en Grèce* » (journal « Eleftheros Kosmos » -Monde libre- du 5 juillet 2009). L'accueil réservé par Stop-Indymedia au mouvement de Taliadouros n'est pas moins explicite : « *Si le vice-ministre de l'éducation nationale estime bon de demander des explications auprès du Recteur de l'EMP, il est évident qu'il y a une raison, qu'elle soit juridique ou constitutionnelle. À moins que d'aucuns ne contestent les intentions du Ministre lui-même* » (10.2).

### **De l' «infiltration» au «réseau»**

Le caractère d'extrême droite de tout ce mouvement est incontestable. Les bureaux de l'association « Thermopyles » furent inaugurés en 2004 par Kostas Plevris qui était l'intervenant de 7 sur 46 événements qui y eurent lieu. (Suivent : Voriadis, avec 4 participations, et Adonis Georgiads, avec 3 participations. Le fils Plevris, Georgalas, Karathanos, Kalenteridis, Thymios Papanikolaou et l'attaché de presse de Meimarakis, Nikos Hidioglou, comptent 1 participation, chacun). Ainsi que révéla dans l'édition numérique d'«E» le collègue Babis Polychroniadis (6 février 2009), l'adresse et le numéro de téléphone de l'association « Thermopyles » sont les mêmes que ceux de LAOS dans le quartier de Peristeri, à Athènes, tandis que Stop-Indymedia publie les textes écrits par la même personne qui rédige ceux de l' « Observatoire des accords de merde » (« Παρατηρητήριο των Συμφωνιών του Κώλου »), un site « humoristique » nauséabond, révélateur du niveau intellectuel du camp.

L' (auto)présentation de la dernière conférence de Plevris est révélatrice des orientations idéologico-politiques des persécuteurs d'Indymedia (31 mai 2009) : « *Dans la salle pleine à craquer de l'association* », lisons-nous, l'intervenant « *tempétueux [sic], une fois n'est pas coutume, fit impression à l'audience* » en proclamant que « *le peuple Grec sera appelé, un jour, à choisir entre une Grèce sans Démocratie ou une Démocratie sans Grèce* ». Et, bien entendu, « *fut applaudi avec enthousiasme par le public* ».

Outre le fait d'être adeptes d'une « Grèce sans Démocratie », les persécuteurs d'Indymedia se distinguent également pour cette « incitation à la violence » dont ils accusent leur cible. Les sites dont Stop-Indymedia fait la publicité débordent, p.ex., d'incitation à l'élimination physique des « traîtres anti-hellènes », des « fascistes de gauche », et ainsi de suite.

Enfin, la reproduction et la promotion de certains textes extrémistes ou provocateurs (p.ex., l'éloge de meurtres de policiers) que des utilisateurs anonymes ont « poussés » dans Indymedia mais qui

ont été très rapidement retirés par les administrateurs) relève de la blague. Le « KEPIK de l'anarchie » est ainsi accusé au titre de textes publiés non pas sur son site mais sur ceux qui en demandent la fermeture !

L'« exploitation » de l'anonymat d'Indymedia par l'extrême droite locale, à ses propres fins sombres, est de l'histoire ancienne. La preuve ? La « dispute de catins » historique entre (entre autres) des cadres dirigeants du « domaine », qui fut lancée sur une page de discussion d'Indymedia, en 2003, et qui se poursuit jusqu'à nos jours ([http://athens.indymedia.org/front.php3?lang=el&article\\_id=149283](http://athens.indymedia.org/front.php3?lang=el&article_id=149283)).

Il semble que le récent développement de la « blogosphère » marque le tournant pour l'abandon (partiel) du site anti-pouvoir par ses fans d'extrême droite. Le président des jeunes du LAOS se targuait ainsi, récemment, dans le journal « A1 » (du 27 septembre 2008) que le « secteur création » de son organisation « coordonne un réseau de blogueurs à cause desquels le journal Eleftherotypia et d'autres médias 'amis' en voient de toutes les couleurs, du fait de la présence des 'méchants' sur la toile grecque».

Bien entendu, le parti de Karatzaferis ne fait absolument pas preuve d'originalité dans la mobilisation de ses formes « spontanées d'expression personnelle » pour faire passer sa propagande grise. La même approche est adoptée par des instances de l'état officiel. Rappelons simplement la célèbre rencontre entre Dora Bakoyiannis et un groupe de blogueurs au ministère des affaires étrangères au sujet de la promotion plus efficace de « nos thèses nationales » (16 avril 2008). [...]

### **L'immunité pour cible**

Mais, revenons-en à Indymedia. L'approche adoptée par ses persécuteurs, une approche procédurière qui consiste à focaliser sur l'utilisation « extra-universitaire » du réseau de l'EMP, ne peut pas occulter le contenu profondément politique du conflit. D'ailleurs, ce même réseau sert également les sites internet des groupes politiques d'étudiants ou d'autres instances, sans que personne n'en soit dérangé.

De commun aveu, la présence du site par l'intermédiaire de l'EMP ne vise pas à éviter le coût financier (environ 80 euros par mois, somme ridicule pour un site dont les utilisateurs permanents se comptent par milliers et qui reçoit plusieurs dizaines de milliers de visites par jour), mais à la protection accrue que l'immunité (« asile ») académique assure au serveur.

*«Qu'Indymedia paie pour un serveur, pour que les autorités puissent le fermer sans se cacher derrière le Recteur et l'« asile » de l'EMP», précise, par exemple, sans détours, le site de « Thermopyles » » (8 février 2009). « L'existence de l'asile rend possible l'impunité, même si des actes criminels sont perpétrés, tels que l'offre de données personnelles », explique Polatidis pour sa part (12 juillet). Le même raisonnement est développé par le compagnon de pensée Greek Alert (9 juillet 2009), dans un texte qui, le jour-même, est reproduit sur le site de « Resalto».*

D'ailleurs, après le « KEPIK des anarchistes », c'est le tour d'autres sites internet, indésirables pour les défenseurs autoproclamés de la nation et de la (ô, combien, démocratique ?) « légitimité ».

Dès les premiers appels extrajudiciaires d'OTE (organisme des télécommunications de Grèce), l'association « Thermopyles » expliquait, par exemple, que « *les établissements universitaires sont pleins de serveurs illégaux de sites anarchistes-gauchistes* » (12 juillet). Qui plus est, elle cite des noms, des courriels et des numéros de téléphone des professeurs compétents et des employés, de toute évidence, pour les « rappeler à l'ordre » (8 juillet). Polatidis, quant à lui, du LAOS, déclarait

clairement dans le journal « Eleftheros Kosmos » (12 juillet) que « *tous les sites qui* » (de son avis) « *violent les clauses du contrat* » conclu entre OTE et le Réseau national pour la recherche et la technologie « *doivent être éloignés* » et qu'il ne doit pas y avoir des « *façons procédurières* » visant à les remettre en route.

L'objectif final, précise le journal d'extrême droite qui a accueilli l'entretien, est l'élimination de la « présence dégoûtante des sales types (NdT : littéralement « des types qui ne se lavent pas »...) » et du pouvoir souterrain de la gauche dans les établissements universitaires». Si nécessaire, comme dirait le premier führer du domaine, dans une « Grèce sans Démocratie »...

### **Le profil du censeur en devenir**

Quel genre de personnes sont celles qui exigent la fermeture d'Indymedia Athènes ? Éloignons-nous quelque peu des cadres connus de l'extrême droite locale et du « cercle patriotique » plus large, explorons le profil des ressources humaines de grade inférieur de ce mouvement contemporain pour la censure. Là-même, dans le « cyberspace » où circulent également les adeptes de l'horrible « KEPIK de l'anarchie».

Le groupe « Cadenas, maintenant, à Indymedia », créé sur Facebook, en tant que branche du site du même nom, dispose de 29 « responsables », au total. La quasi-totalité d'entre eux se sert de pseudonymes, mes les renseignements qu'ils donnent sur eux-mêmes sont révélateurs. L'on pourrait tirer des conclusions aussi intéressantes de l'étude de l'identité des 2.707 simples « membres » du groupe, mais pareille entreprise dépasse largement le cadre de cet article.

Un certain « Vassilis Makedonas » (Basile Macédonien) est l'« administrateur » du groupe. Il se déclare fan de personnalités telles que Nikos Galis (célèbre joueur de basket, dans les années 80) et le moine du Mont Athos Géron Païsius (« célèbre » pour ses prophéties...). Les sous-chefs seraient « Citoyen Hellène » et « Mihalis Giorgakis », dont les intérêts évoluent entre la zoophilie et Playboy. Parmi les trois autres « administrateurs », les deux (« Le Grand administrateur » et « Basile Macédonien » - dont nous présumons qu'il s'agit d'une personne autre que le « Basile » précité) évitent de donner la moindre coordonnée quant à leur personnalité et leurs intérêts. Seul sont consultables les caractéristiques du troisième, qui signe en tant que « ADN hellénique » : également « adepte » du Géron Païsius mais aussi de Monica Belucci, de chantres populaires (Gonidis, Sfakianakis, Terzis), du site « Salonique et ça me plaît » et « ami » de l'organisation estudiantine du LAOS de l'Université de Crète.

Pour obtenir des versions plus politiques, il nous faut passer aux simples « responsables » (ou « officiers »). « Molon labè » a placé, à la place de sa photo, le sigle de l'Aube Dorée, tandis que « Ellinas Greek Antifasistas » donne, pour seul renseignement, son amitié avec « ADN hellénique ». « Hellas Makedonia », quant à lui, se déclare simplement être fan du FC PAOK, tandis que « Périclès Patriote » cite, parmi ses « amis », « Giorgos Papadopoulos » (nom du chef des colonels de la junte/Avec photo du dictateur) et d'autres fascistes connus. Πνευματικότερες ανησυχίες προβάλλει ο « Rbn Hellas RadioAntistasi » met en avant des préoccupations plus intellectuelles en tant que « fan » de Nietzsche, de Yuko Mishima et d'une radio néonazie.

Par ailleurs, « Dexi extrême », qui affiche le sigle de la Nouvelle Démocratie à la place de sa photo, hésite entre les nombreuses versions du « champ du centre » : il se déclare « fan » tout autant de la ND que de l'Aube Dorée, de Berlusconi et de Putin. « Ethnikistis Kritikos » (« Crétois nationaliste »), de Rochester – New York, est aux prises avec des dilemmes similaires : « fan » de la DAP-NDFK (organisation estudiantine proche de la Nea Dimokratia), il n'hésite pas à utiliser pour photo le slogan de base de l'Aube Dorée (« Η Ελλάδα ή Τέφρα » : La Grèce ou la Cendre). En outre,

il a un « ami » de la jeunesse du LAOS à l'université Panteio d'Athènes, et adore le site « Ben, oui, nous sommes nés et mourrons Grecs ». «Greek Nationalist» semble plus posé quant à ses choix (il déclare clairement être pour l'Aube Dorée) tandis que «FOS PAPEI», proclame son adoration pour Karatzaferis, LAOS et les médias du parti ou qui soutiennent le parti.

« Sénon Kitieus », Chypriote Grec, soutient le DRASIS-KES d'extrême droite et, au lieu de sa tronche, place dans son profil la célèbre photo du jeune Palestinien qui lance des pierres contre un tank israélien. Fantasme quelque peu étrange pour un des « responsables » du groupe qui exige la sanction de tous ceux qui ayant commis le crime de « l'incitation à la violence et au vandalisme ». Toutefois, l'identité ethno-religieuse du tank semble autoriser quelque dérogation aux principes de « non violence ».

Toutefois, la star du spectacle c'est le « Loup Solitaire (Macédoine) » («Μοναχικός Λύκος (Macedonia)») et sa photo : un homme en cagoule, un M-16 automatique et un lanceur de grenades M-203 en mains, le drapeau grec et le célèbre « oiseau » (le phénix, « symbole » de la junte des colonels), à l'arrière-plan. De toute évidence, son âme sensible ne put point supporter la violence diffuse des événements de décembre, et c'est pourquoi il est parti à la chasse sur la Toile...»